



## FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT 18 LUNDI 23 JUIN 2014

L'OSASTT 18 s'est ouverte lundi matin, et les délégués se sont réunis en séance plénière tout au long de la journée pour discuter des Perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-4), de la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et des services écosystémiques (IPBES), et des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des options identifiées pour l'élimination, la réduction progressive ou la réforme des mesures d'incitations qui sont néfastes pour la biodiversité.

### OUVERTURE DE LA RÉUNION

Le Président de l'OSASTT, Gemedo Dalle Tussie (Éthiopie), à propos du maintien du nouveau format établi en 2013, a cité le proverbe éthiopien suivant: «Si vous attrapez un léopard par la queue, ne le lâchez pas». Il a déclaré que les résultats des discussions de la semaine à venir devront fournir à la CdP 12 tout ce qui est nécessaire pour mettre en œuvre le Plan stratégique pour la biodiversité, et accomplir des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs d'Aichi en 2020. Le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a exhorté les délégués à garder à l'esprit le «tableau globale» de la réalisation des ODD, lors des délibérations sur les recommandations à la CdP 12, et a exprimé l'espoir que ces recommandations formeront la base des décisions concrètes qui peuvent être collectivement connues comme la «feuille de route Pyeongchang 2020».

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Le Président de l'OSASTT, Dalle Tussie, a présenté l'ordre du jour ainsi que le format et l'organisation du travail (UNEP/CBD/SBSTTA/18/1 et Add.1) proposés. Snežana Prokić (Serbie) a été élu rapporteur. L'Organe subsidiaire a ensuite adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux sans amendement.

## PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE EXAMEN À MI-PAROURS DES PROGRÈS VERS LA REALISATION DES LES OBJECTIFS D'AICHI

### EXAMEN DE LA QUATRIÈME ÉDITION DE PERSPECTIVES MONDIALES DE LA BIODIVERSITÉ

: Paul Leadley, Université de Paris-Sud, chef de groupe pour l'étude technique de Perspectives mondiales de la biodiversité, a donné un aperçu général de la quatrième édition de Perspectives mondiales de la biodiversité (GBO-4), reconnaissant l'engagement ambitieux de plusieurs contributeurs. Il a déclaré que le GBO-4 est basé, entre autres sur, les rapports nationaux, les SPANB et les indicateurs de la biodiversité. Leadley a souligné l'inclusion: de réussites régionales, même si les progrès ont été insuffisants dans leur ensemble; et du lien avec le programme de développement post-2015 et les ODD. Il a présenté l'objectif du «tableau de bord» dans le résumé analytique qui montre que les progrès importants réalisés à ce jour seront probablement insuffisants pour atteindre les objectifs fixés pour 2020.

Commentant sur le rapport, Thomas Lovejoy, professeur au Département des sciences et des politiques de l'environnement, de l'Université George Mason, membre du Groupe consultatif pour le GBO-4, a relevé, entre autres: des contrastes par rapport au GBO-3; des mesures pour faire face au déclin de la biodiversité et pouvant contenir des solutions qui se renforcent mutuellement ou sont négatives, en raison de l'interdépendance des objectifs d'Aichi; la nécessité de transmettre l'objectif d'enrayer la perte de biodiversité au-delà des limites de la communauté de la biodiversité et d'impliquer les différentes parties prenantes dans la gestion intégrée; et l'importance de faire de la biodiversité un thème central dans les ODD.

En réponse aux présentations, TIMOR-LESTE a souligné la nécessité d'aller au-delà des rapports sur la situation actuelle, en particulier là où aucun progrès n'est évident. L'UE a suggéré que les fondements méthodologiques soient mis à disposition pour l'application lors des évaluations régionales



et nationales. Le COSTA RICA a demandé instamment des rapports régionaux sur les progrès accomplis, et le PAKISTAN a souligné que, bien que l'information sur les espèces en voie de disparition puisse fournir une vision satisfaisante à l'échelle mondiale, les différences régionales doivent être prises en compte.

Réagissant aux commentaires des délégués, Leadly a souligné, entre autres: la disponibilité des fondements méthodologiques, y compris les analyses statistiques novatrices; la collaboration avec l'IPBES pour renforcer les analyses régionales; et la nécessité de renforcer la capacité pour collecter, analyser et rendre l'information disponible au niveau régional.

Le Secrétariat a présenté les documents UNEP/CBD/SBSTTA/18/2 et Add.1, et UNEP/CBD/SBSTTA/18/INF/2, 8 et 9, et le Président de l'OSASTT, Dalle Tussie, a souligné que les commentaires de l'examen du projet par les pairs pourraient être soumis jusqu'au 9 juillet 2014. Le MALI a exprimé son inquiétude concernant la validation statistique du GBO-4, considérant que 36% seulement des pays ont fourni des rapports nationaux et 13% des SPANB révisés, et a demandé instamment que le nombre maximum de rapports examinés par des experts soit révisé avant de s'attaquer au GBO -4.

L'ÉGYPTE a demandé aux parties de soumettre leurs rapports pour améliorer la capacité du GBO-4. Le BURKINA FASO a suggéré que les thèmes figurant dans le GBO-4 soient inclus dans les SPANB. La MALAISIE a demandé instamment d'inclure les réussites de pays en tant que partie intégrante du rapport. TIMOR-LESTE a suggéré de mettre le GBO-4 à la disposition des parties avant la CdP 12.

La THAÏLANDE a proposé d'inclure un libellé dans les recommandations visant à améliorer les mesures pour la réalisation du Plan stratégique et le rôle des parties. Le Royaume-Uni, le Canada et la Chine ont appuyé la production d'une liste de mesures stratégiques concrètes. La SUISSE a appelé à l'établissement de manière plus claire, d'un lien entre le GBO-4 et le résumé analytique, arguant qu'il est prématuré de tirer des conclusions et d'établir une liste détaillée des mesures. Le Secrétariat a noté, entre autres: un plan pour intégrer les actions et les réussites des plans nationaux dans le rapport.

Le MEXIQUE, CUBA, l'OUGANDA, le BRÉSIL et d'autres ont souligné la nécessité de mobiliser des ressources pour favoriser les progrès. La Colombie, au nom du GRULAC, appuyée par la BOLIVIE, l'ARGENTINE, l'ÉGYPTE et le BRÉSIL, a exprimé son inquiétude face au manque de ressources financières, ce qui pourrait empêcher l'établissement de liens efficaces avec les organisations compétentes, y compris l'IPBES.

L'OUGANDA et CUBA ont proposé une recommandation spécifique sur le renforcement des capacités pour améliorer la mise en œuvre au niveau national.

Plusieurs parties ont exprimé leur inquiétude concernant le temps disponible pour examiner les rapports, et le JAPON et le CANADA ont demandé une prolongation du délai pour l'examen par les pairs. L'INDE a souligné l'importance de l'examen par les pairs pour assurer la fiabilité des données et la crédibilité scientifique, tandis que l'UE a encouragé la participation de toutes les parties. La FRANCE a appelé à l'inclusion : des observations formulées au cours de l'OSASTT 18, et de l'examen par les pairs.

Le PÉROU, le BRÉSIL, l'INDE, la NORVÈGE, le JAPON, la ZAMBIE et d'autres ont souligné la nécessité d'un plaidoyer pour l'envoi aux scientifiques et aux entreprises, d'un message politique clair sur les résultats du GBO-4.

Appuyant l'amélioration de la communication, la ZAMBIE a souligné qu'il faut axer la sensibilisation sur ceux qui formulent les ODD, afin de renforcer les liens entre la biodiversité et le programme de développement post-2015. La NORVÈGE, appuyée par le BRÉSIL, le PÉROU et d'autres, a recommandé que la CdP prenne acte du lien qui existe entre la biodiversité et le développement durable. Le Royaume-Uni a proposé de fixer les principales conclusions dans le cadre de la discussion sur les ODD.

Le BELARUS a demandé d'inclure dans la recommandation un appel demandant aux parties d'analyser les conclusions de GBO-4 et le plan d'adopter des mesures qui auront un impact sur la biodiversité. La CHINE a encouragé les parties à entreprendre des actions et des mesures visant à réaliser les Objectifs d'Aichi.

DIVERSITAS a réitéré son engagement de soutenir le Secrétariat par le biais de la science et de la recherche de pointe pour finaliser le GBO-4. L'IPNUQ a appelé à la participation effective des peuples autochtones. L'UICN a attiré l'attention sur le document UNEP/CBD/WGRI/INF/26 contenant des informations pour aider les parties à faire des progrès sur l'Objectif d'Aichi 12 relatif à la prévention de l'extinction des espèces.

Un groupe de contact sur le GBO-4 et la feuille de route Pyeongchang, présidé par Brigitte Baptiste (Colombie), a été créé pour se réunir mardi soir.

**EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MONDIALE POUR LA CONSERVATION DES PLANTES 2011-2020:** Le lundi après-midi, le Secrétariat a présenté les documents UNEP/CBD/SBSTTA/18/3 et UNEP/CBD/SBSTTA/18/INF/10. Le Président Jean-Patrick Le Duc a souligné l'importance de la biodiversité végétale dans la lutte contre la perte globale de biodiversité. Plusieurs parties ont souligné, entre autres: l'importante de la contribution de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP)

à la réalisation globale du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi; les modifications textuelles; et les progrès nationaux sur la réalisation des objectifs de la SMCP. L'INDE a prévenu que les documents peuvent évoquer un tableau incomplet basé sur le désir et la capacité des parties à ventiler les données sur les plantes, et a exhorté le Secrétariat à poursuivre l'analyse des rapports nationaux à venir et des SPANB en vue de la mise à jour des documents de la CdP 12.

Plusieurs parties ont exprimé leur inquiétude concernant les progrès limités sur la réalisation des objectifs, et le Sénégal, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné que de toutes les plantes connues, seule le premier objectif de la SMCP concernant la flore sera atteint d'ici 2020, tout en soulignant le peu d'importance accordée au document du fait qu'il ne respecte pas les autres des objectifs de la SMCP.

Le MEXIQUE a souligné les liens entre la SMCP et les stratégies au niveau national et infranational. La CHINE et le BRÉSIL ont proposé l'intégration de la SMCP dans les SPANB. Le ROYAUME-UNI a appuyé les rapports par les parties visant à améliorer le suivi des progrès. La THAÏLANDE a proposé d'inclure un appel aux parties pour leur demander d'entreprendre des actions pour la réalisation de la SMCP.

Le MEXIQUE, l'AFRIQUE DU SUD et le BRÉSIL ont souligné l'importance de la coopération et du partage des expériences et des leçons apprises. La GRÈCE a souligné la nécessité d'une plus grande intégration et d'un vaste réseau de partenaires. La MALAISIE, la NORVÈGE et la SUISSE ont souligné les collaborations existantes, la SUISSE affirmant que certains objectifs ne peuvent être atteints que par des actions coordonnées par différentes institutions. L'INDE, la GRÈCE et la BELGIQUE ont noté le lien entre l'IPBES et la SPMC.

L'AFRIQUE DU SUD, MALDIVES et la COLOMBIE ont souligné la nécessité d'associer de multiples secteurs et parties prenantes pour réaliser certains des objectifs de la SMCP, et l'ÉQUATEUR, la COLOMBIE et le BRÉSIL ont demandé instamment l'implication des CAL.

La THAÏLANDE a demandé au Secrétariat de préparer un rapport de synthèse, et, avec l'UNESCO et d'autres, de se concentrer sur le renforcement des capacités pour examen par l'OSASTT avant la CdP 13. CUBA, appuyé par l'ÉQUATEUR, la COLOMBIE, le BRÉSIL, le BELARUS et d'autres, a souligné que la SPMC exige des efforts et des capacités de nouvelles, et appelé à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre, en particulier pour les pays en développement, les PEID et les PMA supplémentaires. TIMOR-LESTE a souligné la nécessité du renforcement des capacités, et l'appui technologique et financier pour identifier les espèces et les causes de leur extinction. Le SOUDAN et la GUINÉE-BISSAU, le GROUPE AFRICAÏN et l'AFRIQUE DU SUD, ont réaffirmé l'importance du renforcement des capacités pour la mise en œuvre des Objectifs d'Aichi.

À propos du Groupe spécial d'experts techniques sur les indicateurs pour le Plan stratégique pour la biodiversité (GSET), CUBA a appelé à une nouvelle analyse des indicateurs clés. La GRÈCE a demandé de répondre aux besoins de rapports sur la SPMC en préparation d'éléments possibles des termes de référence pour le Groupe spécial d'experts sur les indicateurs pour le Plan stratégique. Le Royaume-Uni s'est dit préoccupé par la charge de travail potentiel de l'AHTEG, et a proposé l'examen d'indicateurs supplémentaires à la CdP 12 et, avec la BELGIQUE, a proposé d'aligner les activités du rapport de la SPMC avec le Plan stratégique. La NORVÈGE a salué la surveillance et l'utilisation d'indicateurs, tandis que la FRANCE et la SUISSE ont proposé des amendements à des indicateurs clés du cadre des stratégies de conservation des plantes.

Le FIAB a déploré le fait que l'accent ne soit pas mis sur l'éducation botanique et a souligné la nécessité d'impliquer les CAL dans la conservation des plantes.

#### **PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES**

**ÉCOSYSTEMIQUES:** Le Secrétariat a présenté les documents UNEP/CBD/SBSTTA/18/12/Rev.1 et UNEP/CBD/SBSTTA/18/INF/19. Appelant à une collaboration plus étroite entre l'IPBES et l'OSASTT en vue d'atteindre les objectifs d'Aichi et les objectifs de la Convention, Anne Larigauderie, Secrétaire exécutif de l'IPBES, a donné un aperçu du travail de l'IPBES, y compris la création de groupes d'experts sur, entre autres: la conduite d'une évaluation sur les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire; et le champ d'application et la conduite de l'évaluation et du développement méthodologiques d'un guide d'analyse de scénarios et de modèles de biodiversité et des services écosystémiques.

Plusieurs parties ont salué la coopération entre l'OSASTT et l'IPBES, et ont souligné que la duplication du travail entre les deux organisations devra être évitée. La THAÏLANDE a prié le Secrétariat de la CDB de poursuivre les efforts de mise en œuvre conjointe et de les diffuser à travers le Centre d'échange.

Le MEXIQUE, appuyé par le CANADA, la FINLANDE, l'Australie et d'autres, a plaidé pour une relation plus dynamique entre la CDB et l'IPBES, et le MEXIQUE a déclaré que la procédure de dépôt des demandes à l'IPBES, et la hiérarchisation de ces demandes tel que proposé, peuvent ne pas être favorables pour la Plate-forme, étant donné que le Programme de travail et le budget pour 2014-2018 ont déjà été approuvés.

À propos de la présentation des demandes à l'IPBES, la FRANCE, avec l'AUTRICHE, a proposé que l'OSASTT puisse prendre l'initiative de la présentation d'une demande à l'IPBES si une action rapide est nécessaire. Le ROYAUME-UNI, avec la BELGIQUE, ont préféré que, pour des demandes de routine, l'OSASTT adresse les demandes à l'IPBES par le biais de la



CdP, et, s'agissant des questions pour lesquelles l'OSASTT a mandat pour fournir des avis scientifiques, l'OSASTT soumet ces demandes à l'IPBES directement.

La CHINE a relevé que la transmission des propositions par l'OSASTT à l'IPBES va au-delà du rôle de l'OSASTT en vertu des dispositions de la CDB, et a proposé que la CdP assume ce rôle. L'ARGENTINE, appuyée par l'ÉTHIOPIE, a appelé à une participation active dans le Groupe d'experts multidisciplinaire (MEP), et en coordination avec ce dernier. Le BRÉSIL, avec l'ALLEMAGNE, l'AFRIQUE DU SUD et d'autres, a exhorté l'IPBES à élaborer des stratégies pour s'assurer que les voix des CAL et des organisations de la société civile sont entendues.

Le JAPON, avec le CANADA, a préféré que l'OSASTT établisse la priorité des demandes avant de les transmettre à l'IPBES.

La COLOMBIE a demandé des éclaircissements, notamment sur le rôle des points focaux de l'OSASTT dans l'examen du travail de l'IPBES par les pairs.

Le Cameroun, au nom du GROUPE AFRICAIN, avec l'AUTRICHE, L'ÉGYPTE, L'AFRIQUE DU SUD et le TOGO, a souligné le renforcement des capacités, et le GROUPE AFRICAIN a appuyé, notamment: la nécessité de combler les écarts financiers; et l'importance de renforcer la collaboration, d'établir un lien entre l'IPBES, la CDB et les points focaux de l'OSASTT. Le GROUPE AFRICAIN, avec l'URUGUAY, a souligné que le calendrier constitue un grand défi, étant donné que l'OSASTT et l'IPBES sont à différents stades de développement

La BELGIQUE a soutenu la participation des points focaux nationaux de l'OSASTT dans le processus d'examen des objectifs de l'IPBES par les pairs. L'AFRIQUE DU SUD a salué le processus d'examen par les pairs, mais a demandé des éclaircissements sur les modalités.

L'UICN a soutenu la production de connaissances, la politique et le renforcement des capacités, l'engagement des parties prenantes et des partenariats stratégiques.

Le FIAB, avec l'UNPFII, a appelé à l'organisation d'ateliers et d'études sur les connaissances traditionnelles (CT), mettant l'accent sur la participation des femmes autochtones, et le FIAB a souligné que les connaissances scientifiques et les savoirs traditionnels doivent être complémentaires et que la disponibilité des données sur la biodiversité basées sur les connaissances traditionnelles doit être encouragée.

**MESURES D'INCITATION: OBSTACLES RENCONTRÉS DANS LA MISE EN OEUVRE DES OPTIONS IDENTIFIÉES POUR ÉLIMINER, RÉDUIRE PROGRESSIVEMENT OU REFORMER LES MESURES D'INCITATIONS NÉFASTES POUR LA BIODIVERSITÉ:**

Le Secrétariat a présenté le document UNEP/CBD/SBSTTA/18/11, notant que la question a été discutée à la GTEA 5 (UNEP/CBD/WGRI/5/4/Add.1). L'ARGENTINE a proposé

de supprimer ce point dans l'ordre du jour, mais le Président Le Duc a encouragé les parties à l'inclure dans les discussions du GTEA.

Le Burundi, au nom du GROUPE AFRICAIN, a souligné que: certaines subventions dans le secteur du développement ne sont pas nécessairement néfastes; parfois une incitation négative pourrait être positive en termes de développement; et des incitations négatives pourraient survenir à l'égard de la biologie synthétique, ce qui nécessite un réseau de surveillance pour renforcer la transparence.

Notant que l'élimination réussie des incitations néfastes exige un engagement au plus haut niveau, la THAÏLANDE appelé à l'intégration de la question dans l'ordre du jour du segment de haut niveau de la CdP 12.

L'INDE, avec le QATAR, a observé que les incitations néfastes, y compris les subventions, doivent être comprises dans le contexte de leurs objectifs. L'INDE, la NORVÈGE, la SUISSE et la NOUVELLE ZÉLANDE ont suggéré que le Secrétariat compile et présente les conseils sur la manière de surmonter les obstacles. La COLOMBIE a souligné que les pays ne développent souvent pas la capacité requise.

La NOUVELLE ZÉLANDE a déclaré que la sensibilisation des décideurs pourrait soutenir la mise en œuvre efficace de l'objectif 3 sur les mesures d'incitations. MALDIVES a demandé: la sensibilisation du public; et, en ce qui concerne l'élimination des subventions, des suggestions pour fournir des solutions de rechange.

L'AFRIQUE DU SUD a déclaré qu'il n'existe pas encore une gamme complète de possibilités pour l'identification d'incitations perverses. L'ARGENTINE et le BRÉSIL ont demandé l'intégration des subventions agricoles, ce qui pourrait être bénéfique pour la biodiversité.

**DANS LES CORRIDORS**

Alors que les délégués s'étaient réunis lundi pour l'OSASTT 18 à Montréal, un air d'excitation était omniprésent dans les corridors. Bien que certains réfléchissent sur le point de savoir ce qui était plus dense - l'ordre du jour de la semaine ou un projet de rapport de GBO-4 de 1000 pages - le rythme moyennement rapide de la séance de lundi a donné aux délégués l'espoir qu'ils étaient en train de faire des progrès sur les questions, et de fournir à la CdP des indications suffisantes sur la voie à suivre pour atteindre ses objectifs. Un délégué a demandé si la CDB était l'instance appropriée pour traiter des questions telles que la biologie synthétique, tandis que l'autre était d'avis que cela pourrait «s'avérer un autre point de friction, avec les aires marines d'importance écologique ou biologique.